

La répression s'accroît.

Le pouvoir local a décidé de casser le mouvement social nancéen,

Notre solidarité sera sans faille !

Après les gardes à vue pendant la mobilisation contre le projet de réforme des retraites, les poursuites judiciaires engagées contre un porte-parole d'organisation syndicale départementale, les convocations et poursuites à l'encontre de 13 camarades pour une action pacifique et les verbalisations de toutes celles et ceux qui sont venus les soutenir, aujourd'hui, l'un de nos camarades se retrouve gardé à vue pour « violence à l'encontre de personne dépositaire de l'autorité publique ».

Les faits reprochés se rapportent à une action intersyndicale le 15 janvier dernier au Rectorat de l'Académie de Nancy-Metz, où des enseignant-es et autres militant-es se sont rassemblé-es pacifiquement pour dénoncer la prime exceptionnelle touchée par le recteur au moment où les personnels s'opposaient à un projet de réforme des retraites qui prévoyait d'amputer leurs pensions de plusieurs centaines d'euros par mois. Cette action s'était déroulée de manière festive, bon enfant et pacifique jusqu'à ce que le Recteur fasse intervenir rapidement, contre ses propres personnels, les forces de l'ordre qui sont passées par une porte arrière et ont délogé les manifestant-es sans ménagement alors qu'ils et elles étaient déjà en train de quitter les lieux dans le calme.

Les forces de l'ordre sont intervenues brutalement, repoussant les manifestant-es avec violence dans des escaliers, bousculant l'un d'eux qui s'est évanoui et a failli basculer par dessus la rambarde des escaliers. Il a été rattrapé de justesse et évacué par les manifestant-es avant d'être transporté aux urgences alors que la police continuait de charger sans ménagement.

Aujourd'hui, c'est chez un autre manifestant que la police est intervenue ce matin dès 6h pour le mettre en garde à vue. Et c'est à lui, près de 6 mois après, qu'il est reproché d'avoir été violent ce jour-là. Un comble ! Nous sommes nombreux-ses à pouvoir attester qu'aucun-e manifestant-e n'a été violent-e.

En réalité, depuis le début de toutes ces poursuites qui se multiplient, les autorités ont décidé de cibler des camarades, d'en faire des exemples et de casser toute implication dans le mouvement social.

Nous apprenons que d'autres militants ont été mis en garde à vue aujourd'hui pour leur implication dans les dernières mobilisations.

Comme pour les autres poursuites, notre solidarité sera sans faille. Nous mettrons tout en œuvre pour défendre nos camarades : moyens financiers, solidarité militante, unité intersyndicale.

La répression policière ne fait qu'accroître notre détermination dans nos luttes.

Libération de nos camarades !

Abandon des poursuites !